

Primo-arrivants : le défi du logement

Le monde devient, dit-on, un village. Dans les quartiers populaires, la présence de personnes et de familles « venues d'ailleurs » est de plus en plus évidente. Ces personnes et familles sont à tous points de vue diverses : langues, origines, cultures, statuts de séjour,...

Notre société ne peut rester insensible à ceux qui, arrivés chez nous souvent suite à une longue histoire de privations, de misère, de souffrances, sont nos frères humains. Sans grande surprise, la problématique du logement les concerne en premier lieu. Des femmes du Service d'Aide aux Molenbeekois Primo-Arrivants (SAMPA) parlent de leur situation. Que les problèmes concernent la santé comme dans le cas de Jamila : *"Je suis au quatrième étage, il n'y a pas d'ascenseur et cela me fait du tort parce que j'ai des problèmes de jambes et de dos pour lesquels je devrai être opérée. Je paie 400 euros par mois. Dernièrement je suis allée chez le Bourgmestre pour lui expliquer mes problèmes de santé ainsi que ceux de mes enfants. J'ai un enfant allergique qui fait des crises d'asthme. Je lui ai demandé s'il pouvait m'aider pour un logement social. J'attends une réponse."*

Ou que la problématique se situe au niveau de l'accès à un nouveau logement comme l'explique Aminata qui vit en centre d'accueil et doit chercher un autre logement. *« J'ai vu beaucoup d'affiches. J'ai téléphoné, mais jusqu'à présent ils n'ont pas voulu me louer un appartement. Ils demandent 500-600 euros sans charges : c'est trop. Si je loue à ce prix, je n'ai plus rien pour les habits, les médicaments, la nourriture. J'ai expliqué que j'ai deux enfants. Je dois quitter le centre dans un mois et je ne trouve rien ; je cours mais je ne trouve pas. »*

Sunny, de son côté, a des problèmes avec son propriétaire. "Il voulait couper le chauffage pendant 10 jours. Il faisait très froid. Je lui ai demandé pourquoi il voulait couper le chauffage. J'ai été au CPAS ; l'assistante sociale m'a dit que c'était un problème avec mon propriétaire et que je devais appeler la police de Molenbeek. Un matin, mon propriétaire m'a dit que la police l'avait invité pour un rapport. Il m'a dit que s'il avait des problèmes avec la police, il me tuerait. Je voudrais changer d'appartement mais je n'ai pas d'argent. Le CPAS ne veut pas donner d'argent comme garantie pour un nouvel appartement."

Chère garantie

Pour des personnes à très faible revenu, devoir payer 3 mois de garantie avant de pouvoir entrer dans son logement représente de grandes difficultés. En fin de bail, alors qu'il est légitime de récupérer cette garantie déposée comme une caution, il arrive parfois que le propriétaire refuse de la rembourser sans raison justifiable. L'exemple de Mamadou Saliou illustre cette réalité. Après avoir loué un appartement pendant 3 ans à Bruxelles-Ville, elle reçoit une lettre de son propriétaire pour lui dire de chercher une autre maison. Préavis de 3 mois.

"Je suis restée là 3 mois. Au 4^e mois, j'ai trouvé une autre maison à Anderlecht. Mais le 1^{er} du mois, je n'avais pas de camionnette pour déménager. Le 3, j'ai eu une camionnette. J'ai pris toutes mes affaires. J'ai demandé au propriétaire de me remettre la garantie. Il m'a dit que je devais payer le mois parce que j'étais restée jusqu'au 3. J'ai proposé de payer un demi loyer. Il a refusé. Je devais payer tout un mois. J'ai payé tout un mois. Je lui ai demandé de me remettre ma garantie. Il a refusé. Il a bloqué mon argent. Après il m'a dit qu'il me donnait la moitié de la garantie si je payais le mois suivant. J'ai refusé. Je me suis adressée à une organisation sociale. Ils m'ont aidé pour récupérer mon argent. On a été à la justice de paix. Il a dû me remettre mon argent. Cela a duré plus d'un an."

Centres "d'accueil" ?

Il y a ceux qui peinent à louer un logement et puis ceux pour qui c'est impossible. Alors ils essaient de trouver d'autres solutions. Mais c'est dur de ne pas avoir de « chez soi ». Thérèse l'expérimente depuis qu'elle a quitté son pays pour venir en Belgique. *"Depuis que je suis arrivée ici, je dors seulement deux ou trois heures. Je suis angoissée et le soir j'ai mal à la tête. Je dois prendre des médicaments pour dormir ; ce n'est pas bon mais sans médicament je ne dors pas, je pleure. Je n'ai pas de chez moi. J'habite chez un ami et sa femme et il y a toujours des problèmes mais je n'ai pas le choix. Quand je suis arrivée en Belgique, je suis allée dans un centre. Dans ce centre, à Morlanwelz, on était sept dans la chambre : deux camerounaises, une togolaise, une marocaine, deux iraniennes et moi. Quand je voulais dormir, l'une jouait de la musique, l'autre parlait. La nourriture n'était pas bonne. J'ai quitté le centre. Ce que j'ai vécu là-bas, c'est la pire expérience de ma vie. On m'a alors attribué un autre centre, à Florennes. Je n'y suis jamais allée. Je l'ai dit à mon assistante sociale : c'est comme une prison. Je voudrais une chambre où je puisse rester seule."*

Comme les autres, Amadou n'est pas non plus née en Belgique. Elle voudrait s'intégrer mais elle n'a pas droit aux papiers qui lui en donneraient la possibilité. Du coup, elle ne peut pas travailler et ne gagne pas d'argent. Alors elle doit se contenter d'un logement mal entretenu, sans eau chaude depuis 2 mois. Et le propriétaire qui ne fait rien. *"On l'a appelé souvent. Il a dit qu'il allait venir avec quelqu'un pour réparer mais il n'a rien fait. C'est difficile de se laver. Il faut chauffer de l'eau dans les bouilloires. Si on était chez nous, ça ne se passerait pas comme cela ; c'est obligatoire de réparer. On est étranger, on n'a pas de moyens, il ne fait rien."* Quand Amadou envisage de chercher un autre logement, c'est toujours le même scénario. *"Les propriétaires demandent « tu travailles ? ». Tu dis « non j'ai le CPAS ». Il dit « désolé ». Pour trouver une maison, c'est difficile ; il faut un travail, des papiers. C'est pour cela qu'on préfère rester là, parce que cela fait plus de 3 ans qu'on y habite. En plus, si tu pars, tu dois payer ailleurs 3 mois de garantie plus un mois de loyer. C'est plus de 1000 euros. Sans travail, comment peut-on payer 1000 euros ? Moi je pense que les Belges aident les pauvres en Belgique. S'ils donnaient les papiers pour pouvoir travailler, ce serait bien. On nous aide en donnant de l'argent. Ce serait mieux de pouvoir travailler. Si tu travailles, tu peux changer de maison."*

Vie de château ?

Certains propriétaires sont d'accord d'attendre un mois ou deux de plus avant de recevoir le loyer mais dix mois, ça fait beaucoup. C'est comme ça qu'Isa a dû quitter son logement. Elle s'est retrouvée dans un centre d'accueil, au Petit Château. *"C'est le CPAS qui a fait la demande pour un centre d'accueil. C'est difficile pour les enfants et pour nous. On a une chambre pour toute la famille (7 personnes). Il y a beaucoup de monde, de bruit. Ce n'est pas propre. Après l'école, les enfants reviennent, mais ils ont du mal à étudier, car il y a beaucoup de bruit. Les enfants disent que c'est comme une prison, sans télévision. Il n'y a pas*

de radio, pas de musique. La nourriture n'est pas bonne. On mange trois fois par jour mais c'est toujours la même chose. Chacun a son lit dans la même chambre. Il y a des lits, une table, 4-5 chaises. Pas plus. La salle télé est dans la cour. Elle est trop petite. Il y a des appartements derrière, plus calmes, mais il n'y a pas de place. Je dois attendre. J'ai rencontré un Albanais qui est passé par là. J'ai été boire un café chez lui. Actuellement, il y a beaucoup de slovaques, de Tchétchènes, une femme avec deux enfants. Si le CPAS me paie un appartement, je déménage tout de suite. Ce n'est pas possible de rester là. Il y a du bruit jusque tard dans la nuit."

Trouver un logement décent à un prix abordable et faire respecter la loi et les dispositions comprises dans les conventions de location sont les deux difficultés majeures soulignées dans ces témoignages. Eprouvées au quotidien, elles s'ajoutent à d'autres précarités et entraînent chez les personnes concernées un sentiment d'impuissance mais aussi d'injustice, d'être, moins que d'autres, sujets de droit.<

Réponses urgentes

C'est pourquoi les propositions faites à propos du logement attendent une réponse urgente. Il faudrait que les agences immobilières sociales et les sociétés de logement social soient encouragées à attribuer des logements sociaux aux primo-arrivants et que ces logements leur soient rendus accessibles à des prix raisonnables.

Du côté des propriétaires privés, eux aussi devraient être conscientisés à ce problème et encouragés à louer leur bien à des personnes en grande précarité.

L'ensemble des femmes ayant livré leur témoignage ont rappelé qu'elles souhaiteraient également pouvoir travailler pour ainsi augmenter leurs revenus et par là accéder à de meilleurs logements. Mais aussi se sentir actifs, utiles, pouvoir contribuer et pas seulement recevoir !

Vivre Ensemble Education